

## De la Commune de LE DOUHET

Arrêté du 14 août 2024 - numéro : 2024/071 domaine : 6.1.9

Annexe n° 26

**Objet :** Prorogation de l'arrêté n° 2024/048 du 29 mai 2024 portant sur l'interdiction de circulation sur le chemin rural au niveau du lieu-dit cadastral « La Tonne »

**Nous,** Maire de la Commune de LE DOUHET,

**Vu** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par les lois n°82.623 du 22 juillet 1982 et n°83.1186 du 29 Décembre 1983,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213.1 et L 2213.2,

**Vu** la demande initiale déposée par S2R SERVICE RAIL ROUTE, demeurant 2 Rue du Calvaire 59241 MASNIERES, demandant l'autorisation d'interdire la circulation sur le chemin rural allant de la voie communale n° 56 à la route départementale n° 150,

**Vu** l'arrêté du Maire n° 2024/048 du 29 mai 2024 ci-annexé portant interdiction de circulation sur la voie ci-dessus mentionnée du 03 juin au 23 août 2024,

**Vu** la demande de la société S2R SERVICE RAIL ROUTE, demeurant 2 Rue du Calvaire 59241 MASNIERES en date du 12 août 2024 demandant une prolongation de l'arrêté initial,

**Considérant que** dans le cadre de travaux de démontage du platelage routier au passage à niveau n° 402 il y a lieu d'interdire la circulation routière et piétonne au niveau du lieu-dit cadastral « La Tonne » sur le chemin rural allant de la voie communale n° 56 à la route départementale n° 150,

**ARRÊTONS**

**Art. 1/** L'entreprise chargée des travaux est autorisée à réaliser les travaux ci-dessus détaillés sur le domaine public, au niveau du chemin rural au niveau du lieu-dit cadastral « La Tonne » sur le chemin rural allant de la voie communale n° 56 à la route départementale n° 150,

**Art. 2/** L'arrêté initial n° 2024/048 du 29 mai 2024 portant interdiction de circulation sur la voie ci-dessus mentionnée du 03 juin au 23 août 2024, est prorogé jusqu'au vendredi 06 septembre 2024,

**Art. 3/** La signalisation routière sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

**Art. 4/** La responsabilité de l'entreprise sera engagée en cas d'accident.

**Art. 5/** L'entreprise se conformera à l'arrêté permanent de circulation du 1er mars 2016 n° 2016-012

**Art. 6/** La signalisation sera conforme à l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre I 4ème partie - Signalisation de prescription - approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977, et le Livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992),

**Art. 7/** Le présent arrêté sera affiché par l'entreprise à chaque intersection concernée, et son ampliation sera adressée à :  
- Au représentant de l'Etat, au demandeur et à Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saintes

Qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de son application.

Fait à Le Douhet, le 14 août 2024.

**Le Maire,**  
**Stéphane TAILLASSON.**

